

# ENVIRONNEMENT

CAHIER **G**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

LE DEVOIR



AFP

## La mort d'une culture...

### Jusqu'à quand le tout jetable ?

Pour comprendre comment George W. Bush était l'homme d'un autre temps, il suffit de se rappeler la recommandation qu'il fit à ses concitoyens au lendemain de l'événement d'un certain jour de septembre. À l'Amérique traumatisée, il suggéra alors de « consommer » et « consommer ». Tout et rien à la fois, pourvu que cela fasse tourner la machine économique. Comme si les ressources étaient illimitées et, pour que tout aille mieux, qu'il suffisait de transformer pour vendre, avec profit en prime.

NORMAND THÉRIAULT

C'était le 20<sup>e</sup> siècle. Au temps du grand boom économique de l'après-guerre. Toute l'industrie était programmée pour assurer une consommation maximale. Tout était alors affaire de marketing, et ce qui était neuf valait beaucoup mieux que ce qui était vieux.

En ces jours, dans l'industrie automobile, on vendait non pas des voitures mais des « modèles ». Et la Ford Fairlane de 1959 était nettement mieux que la version de l'année précédente: avez-vous remarqué le nouveau tableau de bord? Les ailes profilées?

Et qui avait les « moyens » se faisait fort de proclamer qu'il « changeait » à tous les trois ans, pas une année de plus. Pourquoi? Car, d'un modèle à l'autre, il n'y avait normalement pas d'amélioration technique notable et l'innovation ne résidait finalement que dans la seule apparence de la chose roulante.

En retour toutefois, par un tel système, GM, Ford et Chrysler engran-

geaient les profits et alors: « Comment va General Motors, ainsi va l'Amérique. » On sait aujourd'hui où tout cela, cette époque du grand rêve américain aux vastes espaces et à la capacité énorme de production, les a conduits...

#### Consommation

Cette façon de vivre aujourd'hui demeure. Qu'on regarde ainsi dans notre propre cour, en fait dans nos centres commerciaux, pour voir jeunes et moins jeunes s'y précipiter à la première occasion, quand la carte de crédit leur permet encore, pour renouveler une garde-robe avec des éléments de « prêt-à-jeter », de ces tricots, vestes ou jupes qui à l'usage ne résistent pas à plus de deux ou trois lavages. « Mais ils coûtent si peu », dira l'acheteur éventuel, et ils ont l'avantage d'impressionner au premier regard.

Et cette façon de consommer rejoint toutes les sphères. On emballage, on fait un produit distinctif et, en volume, tout ce qui a été acheté a un contenant plus spectaculaire que l'objet utile: pour un téléviseur à écran plat, combien de car-

ton, de polystyrène et autres plastiques sont nécessaires pour transmettre de l'usine au client le produit? Et si on ajoute à la transformation des matières premières l'énergie et les ressources pour transporter d'un continent à l'autre ces divers objets qui ont fait de la Chine et ses voisins de superpuissances économiques, on voit le bilan s'alourdir.

#### Saine vertu

Pour ces raisons peut-être, mais aussi que les profits vont maintenant ailleurs, on découvre enfin les vertus d'une consommation raisonnable. Et à la consommation, on préfère le développement. Et partout, de nouveaux groupes représentatifs surgissent et les façons traditionnelles de faire sont modifiées. Comme le disait cette semaine Olivier Gamache, du Groupe investissement responsable, « on peut dire que la stratégie d'actionnariat engagé est efficace pour faire adopter de meilleures pratiques aux entreprises ». Et s'il n'est pas question d'abandonner la recherche d'un profit financier, il est maintenant admis qu'un gain immédiat n'est pas rentable si la durée de ce qui est produit n'est pas assurée dans le temps.

Face au développement tous azimuts, on prêchera ainsi les vertus d'un développement durable. Qu'on construise, qu'on produise, cela ira aussi longtemps que le jetable et l'immédiat ne soient plus les premiers critères qui expliquent la malfaçon ou le pis-aller.

Mais tout cela ne serait-il que des discours? Qui achète une imprimante, un

téléviseur à grand écran apprend avec le temps que le coût de renouvellement de la cartouche d'encre peut être facturé à un prix plus élevé que l'appareil au complet ou, quand le bel écran tombe en panne, que la pièce de remplacement, quand on la trouve, comme le temps de travail, et le tout combiné à une garantie problématique, font qu'on pense plus d'une fois à faire le deuil de son bel achat. Et ainsi de suite pour les divers appareils électriques et électroniques. Qu'il y ait faute du côté des grandes et petites entreprises, on peut l'admettre. Mais corrigeraient-elles leur façon de faire que ce ne serait qu'une première étape.

Pour preuve, la situation n'est guère plus reluisante dans le secteur de l'alimentation. Des enquêtes aux résultats régulièrement dévoilés nous apprennent ainsi que dans les pays développés le quart ou presque de la nourriture produite n'est pas consommée mais tout simplement jeté, et sans recyclage aucun en retour.

Pour que cesse donc le gaspillage des ressources, naturelles ou humaines, il faudra donc une transformation radicale des habitudes. Car le développement durable, s'il prend forme, nécessite une nécessaire « révolution culturelle ». A chacun et à chacune donc d'écrire son petit « livre rouge » de la consommation, tout en gardant l'œil ouvert sur les comportements des dirigeants, politiques ou d'entreprises.

Le Devoir



#### HABITATION

Des villes plus denses... et plus vertes

Page 3



#### PREMIÈRES NATIONS

Protéger la Terre-mère

Page 4

#### VICTORIAVILLE

Une des eaux les plus limpides au monde

Page 2

#### UNIVERSITÉS

Le développement durable doit intégrer la formation dispensée

Page 4

#### ÉNERGIE ÉOLIENNE

Le Québec jouit d'un potentiel rare

Page 5

#### COVOITURAGE

L'Amérique sans les mains sur le volant!

Page 6

### TOUS LES CAMPUS VERTS NE SONT PAS DURABLES. LE NÔTRE, OUI.

- » Parmi les premières universités certifiées « Campus durable » par la Coalition jeunesse Sierra.
- » 40 % des chaires de recherche et de création liées au développement durable.
- » Un fonds de 2 M\$, réparti sur 5 ans, pour encourager les initiatives en matière de développement durable d'étudiants et de membres du personnel; un engagement qui a permis de concrétiser 80 projets depuis 2008.
- » L'Institut Hydro-Québec en environnement, développement et société (Institut EDS) pour favoriser la recherche et le dialogue interdisciplinaire en développement durable.

developpementdurable.ulaval.ca

# DÉVELOPPEMENT DURABLE

## De l'eau titrée « cinq étoiles »

### Victoriaville produit une des eaux le plus limpides au monde

L'American Water Works Association a décerné à Victoriaville un certificat de reconnaissance pour le traitement de ses eaux; seulement deux autres municipalités à travers le monde ont reçu un tel honneur.

RÉGINALD HARVEY

L'American Water Works Association (AWWA) est un organisme américain à caractère scientifique et éducatif; à but non lucratif, il a vu le jour en 1881 et son champ d'action s'étend à la planète entière. L'organisme est voué à l'amélioration de la qualité de l'eau potable et à sa circulation. Il a décerné à Victoriaville un certificat de reconnaissance pour le traitement de ses eaux; seulement deux municipalités à travers le monde ont reçu un tel honneur.

L'AWWA possède deux programmes qui mesurent et soulignent les efforts consentis en matière de la qualité de l'eau; l'un couvre le Canada et les États-Unis, l'autre s'étend à tous les autres pays du monde. Serge Cyr, directeur du Service de l'environnement de Victoriaville, cerne le fonctionnement d'une telle initiative: «Il existe cinq distinctions qui vont d'une à cinq étoiles dépendamment de la performance d'une ville en production d'eau potable.»

Il y a des critères qui servent à juger les mérites de chacune: «Le premier, c'est de rencontrer toutes les normes canadiennes et québécoises; si tel n'est pas le cas, il est impossible de déposer une candidature. Deuxièmement, on exige, ce qui est très important, que se retrouve une turbidité (limpidité de l'eau) sur chaque filtre en dessous de 0.1 MTU (Maximum Transmission Unit); cette exigence porte non seulement sur l'ensemble de l'usine de filtration mais sur chacun des filtres qui doivent être mesurés en continu à l'aide d'un appareil appelé turbidimètre. On demande

également de prouver, avec le support d'un programme fourni par l'Association elle-même, que le système de désinfection de l'eau réponde en tout temps à tous les critères relevant d'une performance de catégorie cinq étoiles.» Victoriaville s'en est plus que bien tirée en présentant son plan: «Celui-ci rencontrait les normes de la reconnaissance de cinq étoiles pour laquelle on a appliqué et qu'on a été honoré. Deux usines au monde ont reçu en 2009 cette distinction qui était basée sur des données fournies en 2008.»

#### Parcours et techniques

Victoriaville se préoccupe de son eau potable depuis au moins 25 ans, soit à l'époque où M. Cyr a été embauché pour prendre en main ce dossier de l'eau potable: «J'étais responsable de l'usine de traitement. Durant tout ce temps, on s'est efforcé d'identifier les standards mondiaux les plus hauts et de les appliquer compte tenu des paramètres exigés.» En 2000, le Canada s'est associé avec l'AWWA pour former le Groupe Excellence et la Ville a joint les rangs de ce partenariat: «Avant cela, on répondait à des normes mondiales très élevées mais, à partir de là, on a réussi à atteindre la phase trois de ce groupe sélect en compagnie de quelques autres municipalités; personne au pays n'a encore accédé à la phase quatre.»

M. Cyr se penche sur le trait distinctif des opérations de l'usine de la ville: «Dans le cas du premier traitement, il s'agit d'une préozonation. Après quoi, nous avons l'interozonation qui est suivie d'une filtration sur charbon actif biologique. De la sorte, on obtient des valeurs supérieures et on arrive à

produire une qualité d'eau plus élevée qu'ailleurs en utilisant la fine pointe de la technologie.»

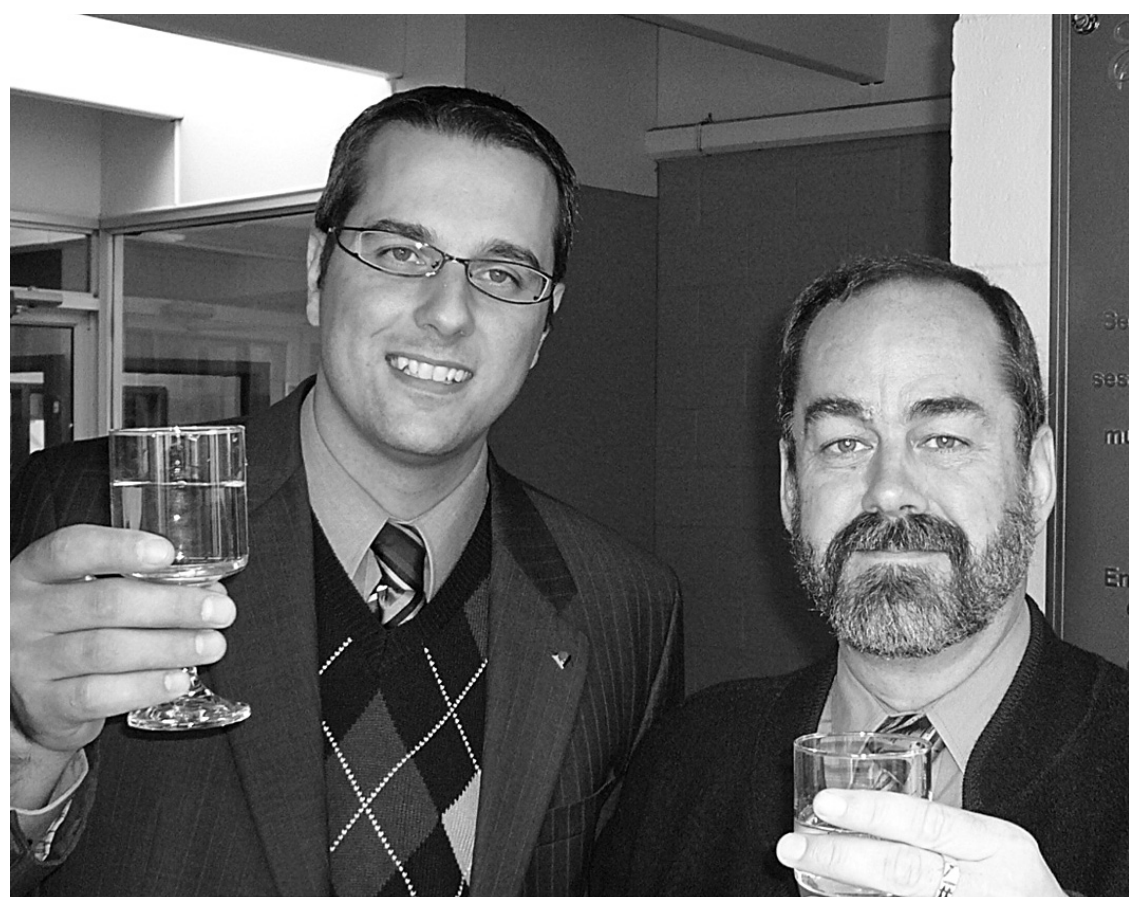
#### À moins d'un sou noir par jour...

Les citoyens, en fin de compte, ont-ils à défrayer une note salée pour tant de limpidité? Serge Cyr effectue le calcul: «Les gens nous demandent souvent: est-ce que cela en vaut le coup d'atteindre une telle qualité? La ville compte environ 43 000 habitants et on a évalué le coût supplémentaire pour faire de l'eau de haute qualité à environ deux dollars par personne par année. On doit déboursé grosso modo deux millions de dollars par année pour faire de l'eau ordinaire répondant aux normes québécoises; pour arriver à l'excellence, on ajoute entre 80 et 100 mille dollars de plus annuellement, ce qui représente le prix d'environ une bouteille d'eau par habitant, ce qui est très minime. Le rapport qualité/prix s'avère réellement intéressant.»

Et cette excellente eau, en quoi se distingue-t-elle? «Il faut comprendre qu'on travaille surtout sur la turbidité. Plus l'eau est claire, plus le procédé fonctionne bien et plus on arrive à filtrer toutes sortes de choses dans l'eau qui sont à une dimension quasi microscopique; on élimine des petits protozoaires qui rendent le monde malade et ça donne une eau qui est beaucoup plus sécuritaire quand elle est traitée de cette façon.»

#### L'aspect tuyauterie

Victoriaville entend s'attaquer à un autre aspect du traitement de son eau, soutient M. Cyr: «L'usine a pas mal atteint son maximum en traitement et voilà que l'AWWA est en train de mettre sur pied un programme d'excellence pour la gestion des réseaux, ce qui m'apparaît très important; on a beau produire de l'eau de super qualité, si ses réseaux sont percés comme ceux de la Ville de Mont-



Martin Lessard, directeur général, et Serge Cyr, directeur du Service de l'environnement de Victoriaville

réal, un, tu gaspilles celle-ci et deux, tu as toujours des risques d'avoir des contaminations.»

La municipalité prendra part à ce programme: «Celui-ci sera en opération à compter de 2001 et on sera de la partie pour le volet de l'excellence des réseaux en eau potable. Le nôtre est assez performant mais on va mesurer les fuites entre chaque borne-fontaine grâce à un équipement spécial placé à cet endroit; on va scruter de la sorte tout le réseau qui circule entre les 1300 bornes-fontaines pour s'assurer chaque année qu'il n'y a pas de fuite de ce côté.»

Collaborateur du Devoir

2008  
Excellence in Water Treatment  
5-Star Award



City of Victoriaville  
Hamel Water Treatment Plant

In recognition of a commitment to superior water quality.



Serge Cyr  
AWWA President-Elect

Brian Jones  
WTA Program Manager

#### Technologies de l'environnement

## Un salon qui n'attire pas que les ingénieurs...

La huitième édition du Salon des technologies environnementales du Québec (STEQ) se tiendra les 16 et 17 mars au Centre des congrès de Québec. Peu connu du grand public, l'événement est pourtant incontournable pour ceux qui œuvrent dans le domaine.

PIERRE VALLÉE

«Le STEQ est le rendez-vous de l'industrie québécoise en

technologies de l'environnement, explique Josée Méthot, directrice générale du Réseau environnement, l'organisme qui organi-

se le STEQ. S'il est peu connu du grand public, c'est parce que c'est un salon industriel qui s'adresse aux professionnels.» Le STEQ a lieu tous les deux ans. «Réseau environnement organise aussi à Montréal tous les deux ans, pendant les années impaires, un second salon, Americana, mais à vocation internationale et qui se déroule en plusieurs langues. Le

STEQ se déroule uniquement en français, ce qui n'exclut pas pour autant les participants étrangers.»

Le STEQ comptera environ 170 exposants, pour la plupart des entreprises ayant mis au point et sur le marché une technologie particulière. De plus, les quelque 2500 visiteurs attendus pourront assister à une centaine de conférences. «Nous sommes particulièrement fiers de la qualité de nos conférences. Ce sont des conférences techniques prononcées par des experts et des scientifiques. Évidemment, ce sont des sujets pointus et les conférences s'adressent à des gens avertis. Même nos conférences qui abordent des thèmes plus généraux ont un angle technique.»

Mais aujourd'hui le STEQ n'attire pas seulement ingénieurs et technologues. «Depuis quelques années, on observe que de nouveaux services se joignent à nous. Par exemple, les avocats en droit environnemental, les comptables pour ce qui concerne le crédit de carbone, même les assureurs contre les dégâts environnementaux font maintenant partie de nos participants.»

Les activités du STEQ se divisent en quatre catégories principales: l'eau potable et les eaux

usées, l'air et les changements climatiques, les matières résiduelles, les sols et les eaux souterraines.

#### L'industrie québécoise

Ces quatre catégories représentent les différents secteurs où l'on trouve les technologies de l'environnement. Quelle est la situation au Québec? Les entreprises québécoises sont-elles bien implantées dans tous les secteurs? «Nos entreprises sont pleinement capables de répondre à la demande intérieure dans tous les secteurs d'activités.»

Y a-t-il des secteurs où l'expertise des entreprises québécoises est supérieure? «Le secteur de l'eau est un secteur très développé et les entreprises québécoises ont souvent une longueur d'avance. Il est suivi de près par le secteur des matières résiduelles où l'expertise québécoise là aussi se démarque. Mais il faut comprendre que ce sont deux secteurs de l'industrie qui étaient déjà bien présents dans les années soixante, ce qui explique leur maturité. Nous possédons aussi une bonne expertise dans le domaine des sols contaminés. Notre secteur le plus petit, et aussi le plus récent, est celui de l'air et des changements climatiques, mais l'on

sent que ce secteur est aujourd'hui en mouvement.»

Selon Josée Méthot, le développement des technologies de l'environnement va de pair avec la réglementation. «La clé de notre industrie, c'est la réglementation. Dès qu'une réglementation est mise en place, il faut innover afin de créer les technologies qui permettront d'y répondre. Plus il y aura de réglementation en place, plus il y aura de nouvelles technologies.» Ce qui ne veut pas dire pour autant que l'industrie fait du surplace en attendant la nouvelle réglementation. «Nos entreprises cherchent constamment à rendre leurs technologies plus efficaces. Et elles n'attendent pas nécessairement la réglementation avant d'innover. Nos entreprises se développent et vont de l'avant avec de nouvelles technologies même s'il n'y a pas de réglementation en place. D'autant plus que nos entreprises sont parfaitement conscientes de ce qui se fait ailleurs dans le monde.»

#### Les secteurs d'avenir

Le secteur dans le domaine des technologies de l'environnement appelé à fortement se développer au Québec dans les

VOIR PAGE G 3: SALON

En environnement,  
**la Vie**  
fait partie  
du programme

Voici des programmes interdisciplinaires pour vous préparer de façon concrète à la pratique professionnelle.

Étudiants en provenance de plus de 70 disciplines différentes.

#### À TEMPS COMPLET

**Maîtrise en environnement**  
Plusieurs cheminements disponibles

#### À TEMPS PARTIEL (1 soir par semaine et 1 samedi sur 2)

**Diplôme de 2<sup>e</sup> cycle en gestion de l'environnement**  
Pour les professionnels ayant deux ans d'expérience de travail.  
Offert aux Campus de Sherbrooke et de Longueuil ainsi qu'à Gatineau, Sainte-Thérèse et Québec

#### Microprogramme de 2<sup>e</sup> cycle de perfectionnement en environnement et développement durable

Programme court de 9 crédits (moins d'un an)  
Offert au Campus de Longueuil et à Québec.  
Quelques places disponibles. Renseignez-vous!

L'environnement vous passionne? Vous recherchez des activités et des formations d'avant-garde, de haut niveau et adaptées aux besoins du marché du travail et de la société?

**Centre universitaire de formation en environnement**  
www.USherbrooke.ca/environnement  
Environnement@USherbrooke.ca  
1 866 821-7933

UNIVERSITÉ DE  
**SHERBROOKE**

## Le Réseau de Covoiturage

www.COVOITURAGE.ca

Le Réseau de Covoiturage offre aux entreprises et aux institutions les outils et les services qui leur permettent de mettre en place un programme de mobilité durable et d'en effectuer une gestion efficace.

ÉCONOMIES D'ARGENT,  
DIMINUTION DES ÉMISSIONS DE CO<sub>2</sub>,  
RÉDUCTION DE LA CONGESTION ROUTIÈRE...

En encourageant le covoiturage auprès de votre communauté, votre organisation pourra en tirer des profits considérables tout en offrant un avantage incomparable.



Le parfait complément au transport en commun!

# DÉVELOPPEMENT DURABLE

HABITATION

## Des villes plus denses... et plus vertes

Choisir une maison, un condo, un appartement, c'est aussi choisir une ville, un quartier, un mode de vie. En 2010, alors que l'environnement est au cœur des préoccupations mondiales et que la densité de la population du Québec est relativement faible, envisager l'achat ou la location d'une habitation s'inscrivant dans une perspective de développement durable s'avère un choix éthiquement et écologiquement responsable.

ÉMILIE CORRIVEAU

«Lorsqu'on parle de développement durable, on ne touche pas seulement l'écologique, on touche aussi le socioculturel et le socioéconomique. On s'intéresse à ce que le projet va donner au quartier, au contexte immédiat, régional et global. On se demande comment obtenir le maximum avec le minimum. Ça, c'est le développement durable», explique Daniel Pearl, professeur à l'École d'architecture de l'Université de Montréal et cofondateur de l'Office de l'électisme urbain et fonctionnel (l'UEUF), où il travaille notamment dans les domaines de l'architecture environnementale et du logement urbain.

Si le développement durable est un concept très englobant, au Canada, le terme est souvent galvaudé et utilisé dans une perspective verte, écartant ses variables sociales et économiques, pourtant indissociables. Les contraintes climatiques et l'étendue du territoire, qui imposent des consommations d'énergie importantes ainsi que des déplacements sur de longues distances, semblent être à la base de cette conception restrictive.

«L'architecture verte est une partie de l'architecture durable. Mais on ne peut pas réduire le développement durable aux intentions écoénergétiques et à des réponses exclusivement concentrées sur l'environnement naturel. C'est une partie de l'équation, ce n'est pas le tout», souligne Gonzalo Lizarralde, professeur à l'École d'architecture de l'Université de Montréal et directeur du Groupe de recherche IF (GRIF).

### Accéder à la propriété durable

Pour qu'elle s'inscrive dans une perspective de développement durable, la démarche d'achat, de location ou de rénovation d'une unité d'habitation doit tenir compte de plusieurs facteurs. Elle doit répondre de façon positive aux critères de responsabilités environnementale, sociale et économique. «Pour vraiment avoir une habitation durable, il faut que celle-ci s'inscrive dans une collectivité durable. Il faut avoir un style de vie durable, pas seulement des briques durables», relève Daniel Pearl.

L'idée paraît simple, mais pour y parvenir, il n'y a point de solution magique. Tout est question de contexte et si les avenues à emprunter sont variables, la piste «densité» en est assurément une à suivre.

«Pour favoriser le développement durable il vaut mieux opter pour des solutions d'habitation qui considèrent une densité moyenne ou parfois élevée ainsi qu'une mixité d'usages: résidence, travail,

commerce. Pourquoi? Parce que les densités plus élevées optimisent les déplacements, qui à leur tour minimisent le transport et donc la pollution. Les densités plus élevées influencent les habitudes de vie des habitants, qui ont, par la suite, tendance à utiliser plus les espaces publics et le transport en commun. Ces densités favorisent et créent plus facilement des lieux de rencontre. Si ces densités incluent aussi une mixité d'usage et des groupes sociaux, la conséquence est une réduction de la ségrégation et des ghettos urbains, bref, des villes plus saines et plus conviviales», soutient M. Lizarralde.

L'architecte et urbaniste Clément Demers abonde dans le même sens: «Il faut chercher une habitation dans un milieu où il y a une certaine densité et une certaine mixité, parce qu'on utilisera mieux les infrastructures. Il faut donc se questionner sur le choix du bâtiment, mais d'abord sur sa localisation près des services et des dessertes de transport, dans un quartier où l'on trouve une mixité.»

Il peut s'agir d'une habitation neuve, comme d'un bâtiment existant. «Acheter une vieille maison qui a besoin d'aide, c'est une bonne idée! Au niveau de l'empreinte écologique, c'est excellent», affirme M. Pearl.

Il s'agit d'entrevoir les rénovations avec les mêmes préoccupations environnementales, sociales et économiques, et s'assurer que celles-ci n'hypothèqueront pas le capital des générations futures. Il faut aussi pousser la réflexion et tenter d'améliorer ses comportements: faire les courses à pied, utiliser les transports en commun, encourager les initiatives locales, verdir son environnement, etc.

### À quel prix?

En général, le coût initial d'une unité d'habitation durable est d'au moins 5 % supérieur à celui d'une habitation courante. Toutefois, lorsqu'on tient compte de son cycle de vie, le bâtiment durable est beaucoup plus rentable que l'unité régulière.

«Plusieurs facteurs expliquent le coût initial plus élevé. Il est plus dispendieux de construire à proximité des services que de construire en périphérie, parce que les terrains sont plus chers. Les matériaux aussi sont plus chers, parce qu'ils sont de meilleure qualité et plus durables. Et il y a les méthodes de travail qui sont plus rigoureuses, autant sur le chantier que dans la gestion de projet, et qui peuvent faire augmenter les coûts», explique M. Lizarralde.

À long terme, les coûts d'exploitation d'un bâtiment sont beaucoup plus élevés que ceux de l'investissement

initial, dans une proportion pouvant atteindre de 50 à 70 % selon Daniel Pearl. Ainsi, investir à court terme s'avère nécessaire pour minimiser les frais à long terme.

### Et les certifications

Dans le domaine de l'architecture verte et durable, des certifications comme Novoclimat et LEED ont été développées afin de garantir le respect de certaines normes à différentes échelles. Si elles sont un bon indicateur pour le commun des mortels, aux yeux des architectes interrogés sur le sujet, elles ne doivent pas être considérées comme un gage absolu du respect de tous les critères en jeux.

«Une certification aide les gens qui n'ont pas toutes les connaissances des professionnels pour orienter leurs choix. Mais avec ce type de raccourci vient toutes sortes de compromis», remarque M. Pearl.

### Plus vert et densifié

Pour les spécialistes de l'architecture durable, il ne fait aucun doute que les modes d'habitation du XXI<sup>e</sup> siècle doivent s'inscrire dans une perspective de longévité et de respect des ressources environnementales, sociales et économiques. «Il faut que nos villes soient plus denses, mais plus vertes simultanément. Qu'est-ce que ça veut dire? Des toits verts, des murs verts, des vraies forêts urbaines, des corridors pour la faune et la flore. Il faut trouver une façon de vivre dans un écosystème équilibré», avance Daniel Pearl.

Si au Québec, il y a encore loin de la coupe aux lèvres, plusieurs initiatives en branle laissent présager des jours



ÉTIENNE LAVALLÉE

La Société de développement Angus a fait de la durabilité son principe premier.

meilleurs en matière de développement durable. Des esprits créatifs et des projets novateurs, même s'ils sont de pe-

tite envergure, sont un premier pas vers le changement. «Ce qu'on doit réussir à faire, conclut Clément Demers, c'est à

penser autrement et à innover. Il est là, l'avenir!»

Collaboratrice du Devoir

## SALON

SUIITE DE LA PAGE G 2

prochaines années est celui des matières résiduelles. «C'est toute la question du traitement des matières organiques qui se pose et qui devrait être bien présente dans la prochaine politique gouvernementale concernant la gestion des matières résiduelles.»

Les entreprises québécoises lorgnent aussi du côté des marchés étrangers. «L'industrie québécoise en technologies de l'environnement possède tout ce qu'il faut pour se tailler une place sur le marché international et l'internationalisation de nos produits est l'une des prochaines étapes dans la mire de nos entreprises. Toutefois, pour réussir cette étape, il faudrait des incitatifs fiscaux qui viendraient soutenir l'exportation de nos technologies. Ces incitatifs fiscaux pourraient aussi appuyer l'étape de commercialisation d'une nouvelle technologie qui est souvent une étape difficile pour les entreprises innovantes. Cette aide serait grandement appréciée et témoignerait de la volonté des gouvernements à at-

der nos entreprises.»

Un problème par contre qui pourrait ralentir l'industrie des technologies de l'environnement est celui de la relève. «Nos membres nous le disent clairement : nous sommes débordés car il manque de travailleurs. Notre industrie a besoin d'une relève et il faut réussir à attirer plus de jeunes vers notre secteur.» D'ailleurs, le STEQ innove cette année en mettant en place un Espace Emploi et en s'associant avec EnviroCompétences, un organisme spécialisé dans la main-d'œuvre du secteur de l'environnement. Le STEQ organise aussi un concours pour étudiants.

«Nous devons faire davantage de promotion afin d'expliquer aux jeunes qu'il y a du travail disponible dans le secteur et que les emplois sont intéressants. On doit rejoindre plus de jeunes qui empruntent la route du cégep ou de l'université et leur démontrer qu'ils peuvent faire carrière en environnement.»

Collaborateur du Devoir

## AGIR DE FAÇON RESPONSABLE ET DURABLE

«J'ADHÈRE PLEINEMENT À LA VISION QUE NOUS METTONS DE L'AVANT À LOTO-QUÉBEC EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.»

MAXIME LASSALLE,  
CONSEILLER EN  
DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les actions que nous mettons en œuvre chaque jour à Loto-Québec honorent les engagements de notre politique de développement durable.

Avec d'autres acteurs de la communauté, nous visons constamment à franchir de nouvelles étapes vers des pratiques responsables, au profit de la collectivité.



# DÉVELOPPEMENT DURABLE

PREMIÈRES NATIONS

## Protéger la Terre-Mère!

Depuis 1997, les Premières Nations du Québec et du Labrador gèrent leur propre institut

Un but: s'assurer que les peuples autochtones jouent un rôle dans la gestion durable des ressources naturelles, développent leur propre stratégie, conscientisent les différentes communautés à l'importance de préserver leur environnement, les forment aux petits gestes verts du quotidien. Une prise de conscience? En fait, un retour aux sources, le mode de vie des Premières Nations portant la marque d'une longue tradition de durabilité, consistant à partager et à protéger la Terre-Mère et ses écosystèmes pour qu'ils puissent soutenir les générations futures. Bienvenue à l'Institut.

HÉLÈNE ROULOT-GANZMANN

Nous sommes le mercredi 3 février, et c'est le dernier événement en date organisé par l'Institut du développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador, en collaboration avec Environnement Canada: un atelier d'information sur les contaminants environnementaux, l'un des grands chevaux de bataille de cet institut soutenu par tous les chefs du Québec et du Labrador.

Car si les communautés autochtones sont encouragées à recouvrer leur diète ancestrale, cela ne va pas sans poser quelques soucis, en raison notamment de la pollution des sols et des cours d'eau, par le mercure tout particulièrement. «Le changement des habitudes alimentaires et le déclin de l'alimentation traditionnelle marquent une perte de la culture et de l'identité par leur impact négatif non seulement sur la santé physique des membres des Premières Nations, mais également sur leur santé mentale, émotionnelle, sociale et spirituelle», estime Suzy Basile, ex-directrice de l'Institut, aujourd'hui chargée de projets dossiers autochtones à l'UQAT. Bien que la contamination des aliments traditionnels semble inévitable, nous croyons qu'il est possible, en étant bien informés, de pallier cette situation et de retrouver une façon de nous nourrir qui encourage le partage dans la communauté et qui enseigne aux enfants les compétences pour survivre.»

Et Elizabeth Ashini, infirmière depuis près de quarante ans, de raconter comment, étant née en pleine forêt en période de famine, sa mère en anémie, n'ayant pas assez de lait pour l'allaiter, a finalement survécu grâce à sa grand-mère, qui a eu l'idée de fabriquer une espèce de suce avec un linge, qu'elle

trempait dans du bouillon de poisson.

### Sur la première ligne

Les nations autochtones sont les premières touchées par les dérèglements climatiques. Il n'a donc pas été très compliqué de les convaincre du bienfondé d'une stratégie de développement durable, susceptible de préserver la qualité de la Terre-Mère et la durabilité de ses ressources, afin de répondre aux besoins des sept générations futures.

En mars 2008, l'Institut publiait un Guide des 3RV, Réduire, Recycler, Réemployer et Valoriser les déchets. Dans son avant-propos, le constat dressé est apocalyptique: «Nous vivons déjà les changements climatiques. Les habitants millénaires du Grand Nord en ressentent depuis plusieurs années les contrecoups: la glace tarde à se former l'hiver et elle disparaît trop tôt au printemps; certaines espèces animales adoptent de nouveaux comportements alors que d'autres font carrément leur apparition. Des climatiseurs furent même installés à Kuujuaq en 2006! Récemment, ces types de changements sont devenus familiers aux membres des Premières Nations. Sans compter les événements météorologiques extrêmes qui surgissent plus fréquemment, plus intensément et plus violemment: pluies torrentielles, orages tropicaux, vagues de chaleur, tornades, érosion des berges...»

Un avant-propos précède en forme d'appel à agir fermement et rapidement: «La meilleure façon d'atténuer la crise climatique, c'est de changer nos habitudes de vie, nos façons d'être et d'agir. D'avoir en tête que pratiquement tout ce que l'on fait, tout ce que l'on consomme, pollue d'une façon ou d'une autre... Pourquoi autant de déchets jonchent les routes de nos communautés et souillent la beauté de nos forêts, de nos rivières et de nos cours d'eau? Des efforts indivi-



ANDY CLARK REUTERS

Les habitants millénaires du Grand Nord ressentent depuis plusieurs années les contrecoups du réchauffement climatique.

duels et collectifs sont impératifs et nécessaires afin de renouer nos liens sacrés avec la Terre-Mère.»

### «Gardiens»

Les peuples autochtones se sentent une légitimité toute particulière à parler de développement durable. Parce qu'ils se posent comme les «gardiens», les «ambassadeurs» du territoire qu'ils occupent depuis des millénaires. Et depuis treize ans que l'Institut existe, une multitude de projets a vu le jour un peu partout au Québec et au Labrador: création d'outils de

sensibilisation à la gestion des matières dangereuses dans la communauté de Waskaganish, amélioration des connaissances écologiques traditionnelles concernant le bassin fluvial de la rivière Ottawa, sensibilisation des élèves de Wemotaci aux sources de moisissures et de polluants pouvant affecter les domiciles, participation à l'organisation de la conférence nord-américaine sur le caribou, mise en place d'une méthode autochtone d'évaluation environnementale, colloques annuels autochtones sur l'environnement,

les métiers liés aux milieux naturels, les enjeux du développement durable pour les Premières Nations, la planification de la gestion forestière, etc.

Et pour joindre les actes à la parole, lors de ces différents forums, colloques et ateliers, une démarche «zéro déchet» est souvent mise en place.

Mais cet Institut de développement durable des Premières Nations se comporte également comme un groupe de pression, prenant des positions claires sur des sujets touchant les communautés et leur envi-

ronnement. En 2005, il prenait part au débat de société sur l'orientation énergétique afin de soutenir le développement d'énergies propres et veiller à ce que tout projet établi sur les territoires ancestraux reçoive d'abord l'approbation des populations concernées.

Bref, dans ce domaine de développement durable, les Premières Nations ont un point de vue qui leur est propre et elles comptent bien faire entendre leur voix.

Collaboratrice du Devoir

Au cœur de la mouvance universitaire

## Le développement durable doit intégrer la formation dispensée

Sherbrooke offre toujours le libre accès au transport en commun

Il y a quelques années, l'Université Laval et l'Université de Sherbrooke ont pris le virage du développement durable; une décision heureuse à plusieurs titres. Observations.

THIERRY HAROUN

Le défi que s'est donné l'Université de Sherbrooke, raconte son vice-recteur au développement durable, Alain Webster, dans le cadre de sa politique de développement durable, adoptée en 2005, a été de favoriser l'intégration de cette notion au sein de ses opérations quotidiennes. «La question qu'on s'est posée est la suivante: «Comment réduire l'empreinte environnementale de notre institution qui compte 6000 employés et quelque 30 000 étudiants?»

Les principes de développement durable doivent également prendre place dans la dynamique de l'enseignement, ajoute-t-il. «La formation des étudiants est notre raison d'être. Le développement durable doit donc intégrer la formation que nous dispensons. D'ailleurs, au cours des prochaines années, on va se donner pour objectif d'intégrer cette notion dans tous nos programmes de premier cycle. Vous savez, on ne peut pas former aujourd'hui un ingénieur, par exemple, ou un spécialiste, sans qu'il ait dans sa formation des notions associées aux questions d'efficacité énergétique, et ainsi de suite.»

### Plan d'action

Concrètement, le plan d'action 2008-2011 en développement durable de cet établissement universitaire porte notamment sur la protection de la biodiversité en réduisant l'utilisation de produits dangereux, l'amélioration de la gestion des matières résiduelles, l'amélioration de la qualité de vie, la sensibilisation, le développement de nouveaux comportements de consommation, la gestion de l'eau et les transports.

Justement, le mode de transport est un sujet qui a animé l'entrevue avec M. Webster. «Il y a cinq ans, on manquait d'espaces de stationnement, les gens stationnaient un peu partout. Il nous fallait trouver des solutions. Or en 2004, nous avons mis sur pied un projet de libre accès au transport en commun à nos étudiants, et ce, à l'ensemble du réseau desservi par la Société de transport de Sherbrooke.»

Résultats cinq ans plus tard? «Nous avons connu une croissance de l'effectif étudiant allant de 2 à 3 % par année. Au printemps dernier, nous avons fermé 200 places de stationnement au campus, ce qui nous a permis de dégager tout un espace que nous avons transformé en un lieu convivial avec un jardin, des arbres et de l'eau. Bref,



LE DEVOIR

Alain Webster, vice-recteur au développement durable à l'Université de Sherbrooke

un espace vert où les gens se rencontrent et discutent de l'avenir, du monde et de l'humanité.» Et qui dit mobilité, dit aussi vélo. «Nous avons déjà mis sur pied, à titre exploratoire, un service de libre accès à des vélos et nous comptons le relancer dans les prochains mois. On souhaite d'ailleurs relier le campus principal au réseau municipal de pistes cyclables, ce qui permettrait à nos étudiants de découvrir notre belle région de façon différente.»

Les priorités en matière de développement durable à l'Université de Sherbrooke concernent évidemment la gestion des matières résiduelles, mais éga-

lement la gestion de l'eau. «En huit ans, nos efforts ont résulté en une réduction de 50 % de la consommation d'eau au campus principal», fait-il remarquer.

### Université Laval

À l'Université Laval, dont les résidences étudiantes ont reçu la certification Brundtland, l'application des principes de développement durable dans toutes ses sphères d'activité et sa gouvernance n'est pas prise à la légère non plus. Pour s'en convaincre il s'agit, à titre d'exemple, de consulter son plan d'action en développement durable 2009-2012 qui est assorti de 84 actions concrètes en lien avec les enjeux sociaux, économiques et environnementaux.

«Dans une communauté universitaire comme la nôtre, qui comprend approximativement 55 000 personnes, il faut que le volet du développement durable soit bien structuré. Et au cours des ans, nous avons procédé par étape», raconte Eric Bauce, responsable du développement durable et vice-recteur exécutif au développement, à l'administration et aux finances.

Il indique, dans un premier temps, que l'Université Laval s'est dotée en 2007 d'un fonds assorti d'une enveloppe de deux millions de dollars sur cinq ans afin de soutenir des projets issus de la communauté universitaire en matière de développement

durable. De plus, toujours en 2007 ajoute-t-il, «nous avons mis sur pied une table de concertation sur le développement durable, laquelle a élaboré une politique pour l'assurer.»

### Une mission

Dans ce contexte, rappelle M. Bauce, «nous avons aussi mandaté un organisme externe pour faire un bilan de l'émission et de la captation des gaz à effet de serre de notre campus». Et alors? «Eh bien, la moyenne annuelle par personne est à peu près d'une tonne. Cette approche qui consiste à connaître notre bilan sur le plan des gaz à effet de serre nous permet d'agir afin de diminuer nos émissions; et donc de contribuer au bien de la planète. C'est une façon de responsabiliser l'individu.»

«Le développement durable, poursuit-il, touche de manière profonde notre mission, nos formations et nos modes opératoires. À ce titre, toute décision prise par la direction de notre université passe par le filtre des trois éléments qui composent la notion de développement durable. Nous formons les décideurs de demain, voilà pourquoi tout cela est important.» Il note, en outre, que l'été prochain, l'Université Laval souhaite lancer une école d'été en développement durable qui sera destinée aux enseignants en exercice et aux étudiants qui suivent une formation en enseignement.



UNIVERSITÉ LAVAL MARC ROBITAILLE

Eric Bauce, responsable du développement durable à l'Université Laval

Si la politique en développement durable de l'Université Laval, dont le campus a été certifié «durable» par le Sierra Club, est relativement récente, précise M. Bauce, le respect de l'environnement ne date pas d'hier. «Déjà, en 1994, l'Université Laval s'était dotée d'une politique environnementale. Cette année-là, par ailleurs, nous étions la première université à s'être dotée d'un programme de récupération. Nous récupérons 750 tonnes de matières annuellement. Le développement durable n'est pas juste une notion, ça concerne l'avenir de la planète et notre humanité.»

# DÉVELOPPEMENT DURABLE

Énergie éolienne

## Le Québec jouit d'un potentiel rare

L'industrie québécoise prévoit générer 20 % de toute l'électricité produite au Canada en 2025

Les éoliennes ont le vent dans les pales, si on se fie aux plus récentes données. Au Canada, l'année 2009 a été la plus productive pour cette façon de générer l'électricité alors que l'avenir s'annonce encore plus radieux.

CLAUDE LAFLEUR

Le plus récent rapport du Global Wind Energy Council rapporte qu'en 2009, les capacités de production d'énergie éolienne se sont accrues du tiers au Canada, avec l'ajout de 950 MW. La production totale atteint désormais 3 319 MW, soit la consommation d'un million de résidences. Cela représente 1,3 % de toute l'électricité produite au Canada. L'ajout de ces 950 MW a nécessité des investissements de 2 milliards. Le rapport ajoute qu'«on a toutes les raisons de croire que 2010 sera aussi une bonne année puisque le Canada devrait facilement dépasser le cap des 4 000 MW produits par éolienne».

Jean-François Nolet, chargé de l'élaboration des politiques pour le Québec et le Canada Atlantique auprès de l'Association canadienne de l'énergie éolienne, précise que, des 3319 MW générés, l'Ontario se classe au premier rang avec 1168 MW, le Québec en deuxième avec 659 MW et l'Alberta en troisième avec 590 MW.

«Il faut se rapporter au début des années 2000, poursuit-il. On ne générerait alors qu'une centaine de mégawatts. On a donc parcouru tout un chemin. Et ce n'est pas fini, puisque, si les gouvernements mettent en œuvre les politiques et engagements auxquels ils ont souscrit, nous atteindrons les 12 000 MW d'ici 2015. Nous allons donc quadrupler la capacité du pays!»

L'association que représente M. Nolet rassemble les 450 entreprises (dont une quarantaine au Québec) que compte l'industrie de l'éolienne.

### 20% de l'électricité?

L'essentiel des 8 000 MW qui devraient être ajoutés d'ici cinq ans se fera au Québec et en Ontario, rapporte Jean-François Nolet. «On parle d'environ 4000 MW pour le Québec, précise-t-il. Il s'agit de contrats signés avec Hydro-Québec. En Ontario, on parle d'environ 4500 MW, valeur qui devrait même être dépassée étant donné le nouveau programme d'achat garanti qui donne un signal fort à l'industrie.»

L'industrie de l'éolienne prévoit même générer 20 % de toute l'électricité produite au Canada en 2025 (alors qu'on n'en est qu'à 1,3 %). «Sommes-nous trop optimistes? demande M. Nolet. Non! En l'an 2000, lorsque notre association s'est formée, on s'était fixé pour objectif d'atteindre 10 000 MW en 2010. Avec seulement 100 MW produits à l'époque, certains disaient qu'on rêvait en couleur. Or, nous atteindrons ces 10 000 MW aux environs de 2011 ou 2012... alors que le monde a entre temps traversé la pire crise financière depuis les années 1930. Nous croyons donc que l'objectif de produire 20 % de l'électricité canadienne en 2025 est très atteignable.»

Qui plus est, poursuit-il, le Québec est l'une des régions du globe les mieux équipées pour tirer avantage de l'éolien. «La combinaison hydro-électricité et éolien est un mariage parfait, dit-il. En installant des parcs d'éoliennes un peu partout sur le territoire, on obtient une production soutenue et régulière (puisque'il vente toujours en certains endroits). De ce fait, on utilisera moins nos barrages, ceux-ci pouvant alors emmagasiner l'eau, de sorte qu'ils deviennent de véritables accumulateurs d'énergie. Ainsi, en intégrant l'éolien à notre réseau hydro-électrique, on obtient un système de production capable d'exporter davantage d'électricité — et donc, nous rapporter gros.»

### À chacun ses craintes

Les populations redoutent pourtant l'installation d'éoliennes dans leur entourage. Faux, soutient Jean-François Nolet. «En réalité, lorsque nous discutons avec les citoyens, la très grande majorité d'entre eux sont en faveur de la filière éolienne.» Il cite d'emblée le sondage réalisé en 2007 par Multi Rés, une firme de recherche marketing, qui rapporte que la majorité des Québécois résidant à moins de dix kilomètres d'un parc éolien «se montrent satisfaits

des développements éoliens dans leur communauté».

«Tout ce qui est nouveau amène son lot de préoccupations, et c'est normal, dit-il philosophiquement. C'est à nous, comme représentant de l'industrie, de fournir une information juste et basée sur des faits pour répondre à ces préoccupations.»

Les gens s'inquiètent en particulier de ce que les éoliennes pourraient avoir un impact sur leur santé et celle de leurs enfants. «Comme industrie, nous sommes chanceux, puisque nous disposons des trente années d'expérience européenne, dit-il. Il y a plus de 80 000 éoliennes tournant à travers le monde et des centaines de milliers de personnes vivent à proximité et n'éprouvent aucun problème de santé. De fait, les données scientifiques démontrent que cette forme d'énergie n'a aucun impact sur la santé humaine.»

Quant à la crainte que l'implantation d'éoliennes puisse être nuisible à la communauté,

M. Nolet souligne: «Il faut d'abord emmener les gens voir des éoliennes. Il faut surtout intégrer les éoliennes dans chaque communauté afin qu'elles s'harmonisent avec le paysage. Pas question d'en installer une à côté d'un bâtiment patrimonial. On ne les met pas non plus en ligne, mais on les répartit, etc. On applique en fait un cadre d'implantation stricte qui repose sur les meilleures pratiques développées à travers le monde.»

Quant à la crainte du bruit dégage par les éoliennes, M. Nolet rapporte que celui-ci est généralement moindre que ce que dégagent bon nombre d'industries ou la présence d'une autoroute à proximité. «Nous appliquons des critères d'implantation qui font qu'on s'assure qu'en un point donné — notamment les habitations —, il y aura en tout temps, et même dans les pires conditions, un nombre de décibels très acceptable.»

«Vous savez, nous pourrions converser vous et moi au pied d'une éolienne et nous n'aurions pas à hausser le ton. C'est pas plus bruyant que ça!»

Collaborateur du Devoir



Le Québec est l'une des régions du globe les mieux équipées pour tirer avantage de l'éolien, estime Jean-François Nolet, chargé de l'élaboration des politiques pour le Québec et le Canada Atlantique auprès de l'Association canadienne de l'énergie éolienne.

MAL LANGSDON REUTERS

## DÉVELOPPEMENT DURABLE UN MODE DE VIE DANS LES BOIS-FRANCS V I C T O R I A V I L L E

MILIEU DE VIE

L'eau potable de Victoriaville détient la certification « 5 étoiles », étant l'une des trois villes dans le monde à obtenir la prestigieuse mention émise par l'American Water Works Association.



D'hier à aujourd'hui, le milieu scolaire place l'environnement au coeur de ses enseignements. Si le CFER Normand-Maurice de la Commission scolaire des Bois-Francis est à l'origine de la récupération des matières recyclables et de la peinture au Québec, le Cégep de Victoriaville propose des formations avant-gardistes en agriculture biologique et en éco-efficacité.



MILIEU SCOLAIRE

MILIEU DU TRAVAIL

Depuis 2007, la Corporation de développement économique des Bois-Francis (CLD) a aidé une quarantaine d'entreprises à obtenir leur attestation ICI ON RECYCLE. En plus de confirmer leur engagement, ces entreprises ont adopté des mesures permettant une gestion exemplaire de leurs matières résiduelles.



Différents forfaits touristiques permettent de goûter les saveurs des Bois-Francis et de visiter ses attraits, tels que Cascades, chef de file en développement durable. Découvrez ses parcs et ses espaces verts en parcourant à vélo les 77 kilomètres du Parc linéaire des Bois-Francis.



ÉCOTOURISME ET ESPACES VERTS

# DÉVELOPPEMENT DURABLE

COVOITURAGE

## L'Amérique sans les mains sur le volant!

Un service clés en main est offert aux entreprises

Mettre sur pied un service d'organisation du covoiturage entre ses employés peut être un véritable casse-tête pour une grande entreprise. Le Réseau de covoiturage a flairé la bonne affaire et leur offre un service personnalisé clés en main. Cela finance les activités de la compagnie qui offre son service de base gratuitement à monsieur et madame tout le monde. Lorsque *business* et courant vert se rencontrent.

MARTINE LETARTE

Qu'est-ce qui est le plus difficile lorsqu'on démarre une entreprise de covoiturage? «Convaincre les individus de s'y mettre», répond d'emblée Pier-Olivier Girard, cofondateur du Réseau de covoiturage.

Pourquoi? «Parce que les gens ont toujours des excuses. Ils doivent aller chercher leur enfant à la garderie, ils ont des horaires variables, etc. C'est vraiment un travail de sensibilisation à moyen et long terme», ajoute-t-il.

C'est pour cette raison que lorsqu'il a lancé le Réseau de covoiturage, en 2005, il n'était pas question de faire payer les particuliers. «Dans ce temps-là, explique M. Girard, l'organisation du covoiturage se résümait à des babillards où les gens inscraient où ils habitaient et où ils travaillaient. C'était ardu de s'y retrouver. On voulait mettre sur le marché un site efficace qui proposerait aux utilisateurs les meilleures options de jumelage. Par contre, si on avait voulu faire payer les gens, ça aurait été peine perdue parce que plusieurs auraient refusé et on n'aurait pas eu une offre assez intéressante.»

### Petits plus

Il n'en demeure pas moins qu'«une business est une business» et qu'elle doit être rentable. Le Réseau de covoiturage a donc trouvé comme solution d'offrir un service clés en main personnalisé pour les entreprises. «On adapte notre logiciel pour les entreprises et on leur offre différents outils», indique le jeune entrepreneur.

Par exemple, le site peut mettre en ligne des profils authentifiés par l'entreprise, ce qui signifie que l'employeur a vérifié les informations de la personne. Ce genre d'initiative sert à augmenter le niveau de confiance des utilisateurs.

Même si les profils de ces travailleurs sont intégrés à la base de données globale du logiciel, il est aussi possible pour les utilisateurs d'effectuer des recherches entre collègues. La personnalisation du logiciel permet également aux membres corporatifs d'avoir accès à différents privilèges accordés par leur employeur.

«Par exemple, certaines grandes entreprises offrent une garantie de retour à leurs employés. Cela peut prendre la forme de remboursements de taxis lors de situations d'urgence, ou en cas d'heures supplémentaires. D'autres entreprises offrent des places de stationnement pour les adeptes de covoiturage. Les travailleurs peuvent même faire la demande de ces privilèges sur le site», explique M. Girard.

Ce n'est pas que la région de Montréal qui est desservie par le site, mais bien l'Amérique du Nord au complet. Une entreprise qui a des bureaux à Québec, Montréal, Toronto et Boston peut donc utiliser le logiciel pour ses différentes équipes de travailleurs.

La jeune entreprise continue d'ailleurs de développer son offre de services. Dernière-

ment, ses dirigeants ont appris que la Ville de Saint-Lazare voulait lancer un babillard pour favoriser le covoiturage.

«Nous leur avons donc proposé de faire le logiciel qui viendrait se greffer à nos services réguliers. Ce qui est intéressant aussi, c'est qu'on peut les relier à des villes voisines», affirme le cofondateur du Réseau de covoiturage.

### Question de gros sous

En 2010, quelle est la motivation principale des adeptes du covoiturage? «Les questions environnementales et logistiques viennent après les raisons économiques, remarque Pier-Olivier Girard. C'est d'abord pour économiser en frais d'essence que les gens décident de se mettre au covoiturage. On l'a vu clairement dans le nombre de contacts établis entre nos membres lorsque le prix de l'essence a atteint des sommets ces dernières années.»

Pourtant, le partage des frais liés à l'utilisation d'une voiture va beaucoup plus loin que l'essence. Sur son site Internet, le Réseau de covoiturage a mis à la disposition des citoyens un outil pour calculer les frais moyens d'utilisation de leur véhicule. En entrant la province, le type de véhicule, les kilomètres parcourus, les coûts du permis de conduire, de l'immatriculation, des assurances et une approximation des coûts d'entretien et de propriété, le calculateur arrive à un coût par kilomètre parcouru qui peut servir de montant de référence pour les adeptes du covoiturage.

Un exemple? Selon le calculateur du site, quelqu'un qui effectue annuellement 25 000 km dont 60 kilomètres chaque jour de semaine pour son aller-retour au travail avec une voiture compacte, alors que l'essence est à 1,05 \$ le litre, doit considérer que sa voiture lui coûte 20 \$ pour chaque aller-retour au travail. Et ce montant n'inclut pas de frais de stationnement. C'est ce 20 \$ quotidien qui peut être divisé par deux, et peut-être même par trois, grâce au covoiturage.

Pour le cofondateur de l'entreprise, il apparaît évident que plus les frais d'essence augmenteront, plus le covoiturage gagnera en popularité. «Il y a des employeurs qui remboursent des allers-retours pour de longues distances fréquemment pour plusieurs employés qui font le même trajet, en même temps, remarque M. Girard. Déjà que ce n'est pas viable d'un point de vue environnemental, cela le sera de moins en moins d'un point de vue économique. Plus le prix de l'essence augmentera, plus on pourra voir des entreprises exiger de leurs employés de faire du covoiturage pour obtenir un remboursement de leurs frais de déplacement.»

Le Réseau de covoiturage compte plus de 22 000 membres et environ 70 % proviennent de la région de Montréal.

Collaboratrice du Devoir



JUSTIN SULLIVAN AFP

Pour vivre mieux, nous devons **AGIR** mieux. C'est pourquoi nous avons établi les règles de notre entreprise et avons mis sur pied des initiatives en ayant en tête le développement durable. C'est pourquoi nous faisons de notre **MIEUX** pour minimiser notre empreinte écologique et appuyons nos employés dans leurs entreprises sociales et environnementales. C'est pourquoi nous éduquons les intervenants de l'industrie et informons le public. C'est pourquoi nous donnons à nos clients les outils **POUR** qu'ils puissent économiser l'énergie. C'est aussi pourquoi nous investissons dans la collectivité pour que les jeunes de quartiers défavorisés puissent **VIVRE** leur jeunesse et croire en un avenir meilleur. C'est pourquoi nous continuons d'agir. Ensemble, aujourd'hui et demain, nous pouvons tous agir **MIEUX**.

Découvrez notre premier bilan de développement durable au [www.gazmetro.com/dd](http://www.gazmetro.com/dd).

**GazMétro**  
la vie en bleu

Lauréate du Prix québécois de l'entreprise citoyenne 2009  
Engagement social

ENVIRONNEMENT  
DÉVELOPPEMENT DURABLE

CE CAHIER SPÉCIAL

EST PUBLIÉ PAR LE DEVOIR

Responsable NORMAND THÉRIAULT

ntheriault@ledevoir.ca

2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H3A 3M9.

Tél.: (514) 985-3333 [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)

FAIS CE QUE DOIS